

NATIONS UNIES

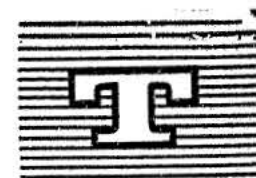
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.792
15 mai 1957

FRANCAIS



15 MAY 1957
UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-DOUZIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le mercredi 15 mai 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. ASHA

(Syrie)

1. Examen du rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française : rapport du Comité de rédaction [3e] (suite)
2. Examen du rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française : rapport du Comité de rédaction [3c] (suite)
3. Adoption du chapitre relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi [3a] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.792. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO
SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE : RAPPORT DU COMITÉ DE RÉDACTION (T/L.740 et Add.1,
L. 755, L.762) /point 3e de l'ordre du jour/ (suite)

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant du Guatemala qui, en sa qualité de Président du Comité de rédaction, va nous présenter son rapport.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le Conseil est saisi du document T/L.762 qui contient le rapport du Comité de rédaction sur le Togo sous administration française.

L'introduction est un compte rendu des travaux du Comité et n'appelle que peu d'explications. Il y a toutefois deux points sur lesquels je voudrais attirer l'attention du Conseil.

Le premier porte sur le mandat du Comité. Vous devez vous rappeler qu'au cours de sa 786ème séance, le Conseil, après un débat de procédure assez long, décida de nommer un Comité chargé de proposer des conclusions et des recommandations sur les aspects économique, social et culturel du Territoire.

Conformément à cette décision, le Comité de rédaction n'a pas préparé de conclusions ni de recommandations d'ordre politique. Le rapport ne contient pas non plus de section séparée sur la question de l'accession à l'indépendance pour insertion dans le chapitre sur le Togo sous administration française.

Néanmoins, le Comité a estimé que, le document n'ayant qu'une section descriptive sur l'évolution politique du Territoire et non pas une section concernant le gouvernement même, et l'accession à l'indépendance, le chapitre sur le Togo sous administration française ne serait pas complet s'il ne contenait pas une explication sur la question qui doit être incorporée dans ce chapitre.

A cet égard, le Comité a décidé de rédiger une explication qu'il soumet à l'examen du Conseil. Le texte proposé reflète les points de vues exprimés durant la discussion qui a eu lieu au Conseil avant et après le débat général sur la situation dans le Territoire. Ce texte figure au paragraphe 7 du rapport et se lit comme suit :

C/OM

T/PV.792
- 3/5 -

M. Rolz Bennett (Guatemala)

"A sa dix-neuvième session, le Conseil a décidé de procéder à un examen plus détaillé du progrès politique du Togo sous administration française lorsqu'il recevrait le rapport de la Commission instituée par la résolution citée plus haut et d'en rendre compte à l'Assemblée générale dans un rapport spécial qu'il présenterait à cette Assemblée à sa douzième session conformément à la même résolution. En conséquence, il n'a pas formulé de conclusion ou de recommandation relatives aux questions politiques et à la question de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance pour insertion dans le présent chapitre."

Le deuxième point sur lequel je crois devoir attirer l'attention du Conseil porte sur les amendements présentés par la délégation de l'Inde au document T/L.740 contenant l'aperçu de la situation dans le Territoire et préparé par le Secrétariat. Le Comité de rédaction a discuté la question de savoir s'il y avait lieu de tenir compte des amendements de l'Inde, mais il n'a pu aboutir à un accord. Il a donc décidé qu'il appartiendrait au Conseil de se prononcer sur ce point.

En terminant, j'ai le plaisir de déclarer que les travaux du Comité se sont déroulés dans une atmosphère d'harmonie et de coopération. Sur un seul point, relatif à la procédure à suivre en ce qui concerne les amendements de l'Inde, le Comité n'a pu parvenir à un accord; en fait, je devrais plutôt dire qu'il est arrivé à un accord négatif en ce sens qu'il a été unanime à reconnaître qu'il n'y avait pas d'accord.

Je tiens à adresser des remerciements à mes collègues de l'Australie, d'Haïti et du Royaume-Uni pour leur collaboration précieuse et amicale ainsi qu'au représentant de la France pour l'aide qu'il a fournie au Comité. Le représentant de l'UNESCO et les membres du Secrétariat nous ont apporté une collaboration qui nous a permis de mener nos travaux à bonne fin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous abordons l'examen du rapport du Comité de rédaction (T/L.762) et nous passerons immédiatement à son annexe.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le premier paragraphe de l'annexe, je demande un vote par division, cette division portant sur la dernière phrase : "Il recommande en outre à l'Autorité administrante de veiller à ce que les représentants du Territoire prennent une part active à l'élaboration et l'exécution du nouveau plan."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mettrai cette phrase aux voix en premier lieu.

A l'unanimité, la dernière phrase du paragraphe 1 est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous voterons maintenant sur toute la partie du paragraphe 1 qui précède cette phrase.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, la première partie du paragraphe 1 est adoptée.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 1 est adopté dans son ensemble.

MG/SS

T/PV.792
- 7/10 -

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 2 est adopté.

A l'unanimité, les paragraphes 3 et 4 sont adoptés.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique propose d'ajouter, à la fin du paragraphe 5, les mots suivants : "dans l'intérêt de la population autochtone". Ce paragraphe se lirait donc ainsi :

"Le Conseil note avec intérêt que l'exploitation des gisements de phosphate dans la région d'Akoumapé est maintenant commencée et que des prospections des gisements de chrome, de fer et de bauxite sont en cours. Il exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à favoriser l'exploitation des ressources minières du Territoire dans l'intérêt de la population autochtone."

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer l'attention du représentant de l'Union soviétique sur le fait que, dans le paragraphe 6, nous trouvons les mots "pour permettre au Territoire de tirer le maximum de profit de l'exploitation de ses ressources". Cette rédaction couvre donc le chapitre tout entier, et l'amendement proposé par l'Union soviétique nous semble dans ces conditions superflu.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation n'ignore pas la rédaction du paragraphe 6 du rapport, mais elle pense que son amendement au paragraphe 5 n'en est pas pour autant superflu. C'est pour éviter tout malentendu que nous avons jugé nécessaire de proposer l'adjonction au paragraphe 5 des quelques mots dont j'ai donné lecture tout à l'heure. Par conséquent, l'argument du représentant du Royaume-Uni n'est guère convaincant et ma délégation reste persuadée de l'utilité de son amendement.

Par 6 voix contre 5, avec 3 abstentions, l'amendement de l'Union soviétique au paragraphe 5 est rejeté.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Permettez-moi d'expliquer rapidement mon vote. Ma délégation estime que bien que le paragraphe 6 contienne une recommandation à l'effet de "permettre au Territoire de tirer le maximum de profit de l'exploitation de ses ressources", l'amendement proposé par l'Union soviétique au paragraphe 5 avait son utilité. C'est la raison pour laquelle nous avons voté en faveur de cet amendement.

M. BARGUES (France) : Ma délégation s'est abstenue lors du vote sur l'amendement présenté par la délégation de l'Union soviétique. J'ai pensé en effet, comme le représentant du Royaume-Uni, que l'adjonction proposée par la délégation soviétique n'était pas nécessaire. Je n'ai pas voté contre cette adjonction car, en définitive, en demandant à l'Autorité administrante de continuer à favoriser l'exploitation des ressources minières dans l'intérêt de la population, le représentant de l'Union soviétique reconnaît implicitement que cette exploitation se fait déjà dans l'intérêt de la population.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 5 est adopté.

Les paragraphes 6, 7, 8, 9 et 10 sont adoptés à l'unanimité.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 11 est adopté.

Par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le paragraphe 12 est adopté.

Les paragraphes 13, 14 et 15 sont adoptés à l'unanimité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 16 est adopté.

Les paragraphes 17 et 18 sont adoptés à l'unanimité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 19 est adopté.

Le paragraphe 20 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire maintenant l'attention du Conseil sur la première partie du paragraphe 6, page 2, du document T/L.762, dont je vais donner lecture :

"Sous réserve des décisions que le Conseil de tutelle pourrait prendre sur les amendements de l'Inde, le Comité recommande au Conseil d'adopter le document de travail sur la situation dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française (T/L.740 et Add.1) comme base du texte qui formera le chapitre sur ce Territoire à insérer dans le prochain rapport du Conseil à l'Assemblée générale ..."

Cependant, je vais d'abord appeler le Conseil à se prononcer sur les amendements de l'Inde qui font l'objet du document T/L.755.

M. BARGUES (France) : La délégation française, représentante de la Puissance administrante, ne siégeait évidemment pas au sein du Comité de rédaction. C'est pourquoi il me semble nécessaire de faire connaître au Conseil mon opinion sur la position prise par les membres de ce Comité.

Je me rallie à l'avis de ceux de ces membres qui ont estimé que des amendements présentés par une délégation ne faisant pas partie du Comité n'étaient pas recevables de la part de ce Comité. Je pense donc que c'est avec raison que ces délégations - qui n'ont d'ailleurs pas réuni la majorité mais qui ont provoqué un partage égal des voix - ont estimé que la question devait être présentée directement au Conseil de tutelle.

M. Bargues (France)

Cette observation faite, je passe à l'examen des amendements. A ce sujet, je ferai une observation préliminaire en disant qu'il me paraît inhabituel de proposer des modifications aux documents présentés par le Secrétariat, documents qui servent de base à la rédaction du rapport du Conseil de tutelle. Je ne dis pas que ce soit irrégulier; je dis que c'est inhabituel; car, depuis plus de deux ans que je suis ici, je n'ai pas le souvenir de propositions modifiant, du moins d'une manière importante et en dehors de quelques petites modifications de détail, le document présenté par le Secrétariat. Ma mémoire est peut-être infidèle. Mais il est certain que, si quelques cas se sont produits, ils sont très rares. Je suis donc autorisé à répéter que cette pratique est inhabituelle dans les traditions du Conseil.

Je profite de cette occasion pour rendre hommage à l'objectivité et à la clarté des documents qui nous sont fournis par le Secrétariat. Les modifications importantes proposées par l'Inde pourraient laisser planer un doute sur cette objectivité. Quant à moi, je tiens à m'inscrire en faux contre tout ce qui pourrait être interprété comme une insinuation. Le Secrétariat nous a toujours apporté des documents extrêmement objectifs, impartiaux et rédigés avec compétence et clarté. Je suis heureux que l'occasion me soit donnée pour rendre au Secrétariat l'hommage qu'il mérite à cet égard.

J'en viens maintenant au fond même des amendements. Je voudrais faire une observation générale concernant l'ensemble de ces amendements; je ne ferai pas d'observations de détail concernant chacun d'entre eux; en définitive, ces amendements s'inspirent tous de la même intention. Qu'ils soient mis aux voix en bloc ou successivement au moment de l'examen des articles que chacun d'eux concerne, ma position sera la même et cette position - je puis l'indiquer tout de suite - sera hostile à l'adoption de ces amendements.

Pourquoi ? Parce que, sous une forme volontairement anodine, ces amendements ont pour objet de mettre en doute l'existence de certains faits; car ils ne reconnaissent pas ces faits comme des faits acquis mais les présentent comme des affirmations - plus ou moins sujettes à caution - de l'Autorité administrante. Je vais illustrer ma pensée en prenant un ou deux exemples.

Le paragraphe 8 du document T/L.740 rédigé par le Secrétariat est ainsi conçu :

M. Bargues (France)

"La situation telle qu'elle existait en 1955, notamment en ce qui concernait les rapports du Territoire sous tutelle avec l'Union française a été décrite dans le rapport précédent du Conseil de tutelle".

L'amendement indien propose une modification qui transformerait ce texte en lui faisant dire : "Les rapports qui, selon l'Autorité administrante, existaient en 1955, entre le Territoire sous tutelle et l'Union française ont été décrits dans le rapport précédent du Conseil de tutelle." (T/L.755, par. 2)

Alors que le Secrétariat considère les rapports comme quelque chose de concret, de réel, de connu de tout le monde, la délégation de l'Inde insinue que ces rapports pourraient ne pas être ce que prétend l'Autorité administrante; c'est incontestablement le sens du membre de phrase : "Selon l'Autorité administrante".

D'autre part, le paragraphe 10 du document T.L.740 dit :

"En vertu du nouveau statut, les ressortissants du Togo sont citoyens togolais et jouissent des droits et libertés garantis aux citoyens français..."

La rédaction proposée par la délégation de l'Inde donnerait ce qui suit : "Dans ce même décret, il est dit que les ressortissants du Togo ...". Lorsqu'il pleut, nous avons l'habitude, en France, de dire qu'il pleut. Le représentant de l'Inde, rapportant mes paroles à ce sujet dirait : "M. Bargues prétend qu'il pleut". Il est évident que cela laisse planer, dans l'esprit de celui qui écoute, un doute qui n'existe pas lorsqu'on se borne à dire : "Il pleut".

A vrai dire, je m'étonne que la délégation de l'Inde ait limité ses amendements à un certain nombre de paragraphes. Car elle aurait pu commencer par le premier paragraphe, par exemple, qui dit : "Le Togo sous administration française a une superficie de 55.000 kilomètres carrés, avec une longueur moyenne de 600 km. et une largeur moyenne de 120 km." Je suggère au représentant de l'Inde, s'il veut être logique avec lui-même, de proposer un amendement pour faire dire au texte : "Selon les affirmations de l'Autorité administrante, le Togo sous administration française aurait une superficie de 55.000 kilomètres carrés avec une longueur moyenne de 600 km et une largeur moyenne de 120 km." Quand je dis qu'il serait logique avec lui-même, je dois en effet constater qu'il y a beaucoup plus d'incertitudes dans le chiffre de la superficie du Togo que dans le Statut de ce pays, ou dans le Statut de ses habitants, ou même dans les rapports qui existaient en 1955 entre le Territoire sous tutelle et l'Union française.

M. BARGUES (France)

Je m'en voudrais de retenir plus longtemps l'attention du Conseil. Je pense avoir assez clairement démontré que, sous une forme insinuante, les amendements indiens laissent planer une suspicion sur les affirmations de la Puissance administrante. Cette dernière ne saurait les accepter; il y a là une injure toute gratuite.

Je m'empresse de dire que ni la France ni le Togo ne peuvent s'en considérer comme atteints; les manoeuvres de ce genre n'atteignent que ceux qui en sont les auteurs. Mais il serait indigne du Conseil de tutelle de se prêter à cette manoeuvre. C'est pourquoi je demande à ceux qui sont de mon avis - et je pense qu'ils sont nombreux - de voter contre les amendements indiens. Evidemment, la délégation française votera contre ces amendements.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je juge inutile d'ajouter quoi que ce soit à ce que le représentant de la France vient de dire au sujet de l'objectivité du Secrétariat; sur ce point, je suis entièrement d'accord avec lui.

Cependant, il m'est impossible de suivre ses raisonnements et sa logique toute spéciale qui nous conduisent à la conclusion curieuse que quelqu'un aurait fait des insinuations ou des critiques; quiconque se donne la peine de lire les amendements de l'Inde et de les comparer avec le texte original s'aperçoit aisément que notre seul but a été d'attribuer certaines déclarations à l'Autorité qui en est responsable et de ne pas les attribuer au Conseil de tutelle et au Secrétariat. Ces déclarations ont été faites soit par l'Autorité administrante soit dans le décret du Gouvernement français. C'est tout.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation considère que le document du Secrétariat est un document de travail, un simple projet que le Conseil de tutelle a toute latitude de modifier. Demander la modification d'un texte n'implique nullement l'affirmation que ce texte manquerait d'objectivité. Il est évident que le Secrétariat ne peut faire le travail des délégations membres du Conseil de tutelle; cela dépasserait ses attributions.

Ma délégation votera en faveur des amendements indiens dans l'esprit des observations que je viens de faire; les amendements indiens ne font que reconnaître des faits; ils n'impliquent nullement une critique à l'adresse de l'Autorité administrante.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je mettrai aux voix les amendements présentés par la délégation de l'Inde.

Par 7 voix contre 6, avec une abstention, les amendements sont rejetés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix les recommandations du Comité de rédaction concernant l'aperçu de la situation (T/L.740/Add.1).

Par 12 voix contre une, avec une abstention, les recommandations sont adoptées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire l'attention des membres du Conseil sur le passage qui suit le paragraphe 7, dans lequel on lit : "A sa dix-neuvième session, le Conseil a décidé etc...". Je mets cette recommandation aux voix.

Par 9 voix contre 2, avec 3 abstentions, la recommandation est adoptée.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a déjà dit qu'elle considérait que le Conseil aurait dû présenter des recommandations sur tous les chapitres traitant de la situation dans le Territoire, sans aucune exception. Le Conseil n'ayant pas accepté cette façon de voir et les recommandations du Comité de rédaction constituant en quelque sorte un abandon de la procédure et de la pratique établie, ma délégation s'est trouvée dans l'obligation de voter contre ce point.

M. SMOLDRESEN (Belgique) : Je désire exposer brièvement pourquoi je me suis abstenu sur ce paragraphe 7. J'avais proposé qu'il ne soit pas formulé de conclusions et de recommandations sur toutes les matières. Cette motion avait été primitivement adoptée par le Conseil. Or on s'est tenu, finalement, à ne pas adopter de conclusions et de recommandations seulement en matière politique. Pour cette raison, je me suis vu contraint de m'abstenir.

M. ROLZ BENNETTE (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Nous sommes sur le point de conclure l'examen du rapport sur le Togo sous administration française et je voudrais parler brièvement de trois questions.

Ma première observation porte sur la procédure de discussion et d'examen des amendements à l'aperçu de la situation préparée par le Secrétariat. Comme on le sait, il n'y a pas eu d'accord, au Comité, sur la question de savoir s'il fallait

M. Rolz Bennett (Guatemala)

ou non examiner un document semblable au Comité de rédaction. La question a été renvoyée au Conseil. Le Conseil vient de voter sur les amendements indiens, mais il n'a pas examiné la question de procédure. Ma délégation estime qu'il conviendra de revenir sur cette question et elle se réserve dès maintenant le droit de faire connaître ses vues au Conseil. C'est un point important pour l'avenir et il faut éviter que le Comité de rédaction ne se trouve ultérieurement dans une situation aussi difficile que la nôtre. Cette question doit être réglée une fois pour toutes.

D'autre part, ma délégation tient à souligner, à l'intention du représentant du Secrétaire général, que, souvent, au Comité de rédaction, il n'y a pas eu d'interprétation en espagnol. Ma délégation est toute prête à tenir compte des difficultés du Secrétariat, mais elle se permet d'insister pour que l'interprétation en langue espagnole soit désormais assurée.

Enfin, je voudrais faire une brève observation concernant la résolution que le Conseil a adoptée au cours de sa 786ème séance, résolution relative aux recommandations sur la situation politique dans le Togo sous administration française. Ma délégation ne savait pas très exactement ce qu'était la proposition belge mise aux voix et c'est pourquoi elle s'est abstenue. Cependant, à notre sens - et c'est une opinion que nous avons toujours défendue - le Conseil devait s'occuper de la situation politique et formuler les recommandations pertinentes. Le Conseil ayant adopté la proposition, le Comité a dû travailler sur la base des recommandations du Conseil. Ma délégation n'a pu faire autrement que d'appuyer le contenu du paragraphe 7 du rapport.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer le dernier vote de ma délégation. Nous nous sommes abstenus par erreur et, par conséquent, nous nous sommes trouvés en compagnie assez curieuse. Nous voudrions qu'il soit indiqué dans le compte rendu des débats que nous avons émis un vote négatif, ce qui serait conforme à notre position antérieure. Je ne demande pas que le vote soit changé, mais simplement que le compte rendu sténographique fasse état de ma déclaration.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, nous allons passer au point suivant de l'ordre du jour.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.736 et Add.2, L.763) /Point 3 c de l'ordre du jour/ (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'invite le représentant d'Haïti, en tant que Président du Comité de rédaction, à présenter le rapport.

M. DORSINVILLE (Haïti) : J'ai l'honneur de soumettre à l'examen du Conseil de tutelle le projet de rapport préparé pour le Cameroun sous administration française (T/L.763). Le Comité de rédaction a pu, au cours de sept séances, élaborer une série de conclusions et de recommandations, compte tenu du rapport de l'Autorité administrante et des informations que celle-ci a fournies par la suite, notamment au sujet du Statut du Territoire. Je me bornerai à souligner, à l'attention du Conseil, les paragraphes 5 et 7 du projet de rapport, et, tout particulièrement, la réserve que le représentant de la Belgique a formulée au sujet de l'Annexe II du présent rapport.

Je n'ai rien d'autre à ajouter et je sou mets le rapport à l'examen du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je propose que nous procédions de la même façon que pour le rapport précédent. J'attire l'attention des membres du Conseil sur l'Annexe I, qui figure à la page 1 du rapport. Je mets aux voix le paragraphe 1.

Par 13 voix contre une, sans abstention, le paragraphe 1 de l'Annexe I est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a voté contre le paragraphe 1 parce qu'il ne reflète pas la situation véritable dans le Territoire et ne décrit pas les événements qui se sont déroulés au cours des élections du mois de décembre 1956. C'est pourquoi ma délégation a voté contre les conclusions contenues dans le paragraphe 1.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il des observations sur le paragraphe 2?

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique propose d'ajouter la phrase suivante au paragraphe 2 :

"Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour rétablir les droits et libertés démocratiques et assurer la liberté d'action des partis et organisations sociales dans le Territoire."

M. BARGUES (France) : L'amendement du représentant de l'Union soviétique aurait pour effet de laisser entendre que les droits et libertés démocratiques n'existent pas dans le Territoire. Or le Conseil a pu se rendre compte, à la lecture du rapport de l'Autorité administrante et à l'audition des déclarations du Représentant spécial et du représentant de la France que ces droits et libertés existent. Ma délégation votera donc contre cet amendement.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait amender l'amendement soviétique. Je propose que le mot "rétablir" soit remplacé par les mots "assurer l'exercice".

L'amendement se lirait donc : "Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exercice des droits et libertés démocratiques ...".

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique accepte l'amendement proposé par le représentant de la Syrie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie le Secrétaire de bien vouloir donner lecture du texte de l'amendement soviétique tel qu'il a été amendé.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : L'amendement de l'Union soviétique tel qu'amendé est ainsi conçu :

"Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exercice des droits et libertés démocratiques et assurer la liberté d'action des partis et organisations sociales dans le Territoire."

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est inutile de répéter deux fois le mot "assurer". Il suffit de dire : "... pour assurer l'exercice des droits et libertés démocratiques et la liberté d'action des partis ...".

M. FARGUES (France) : La modification apportée à l'amendement soviétique ne change évidemment en rien la position de ma délégation.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suppose que les membres du Conseil ont bien compris en quoi consiste l'amendement soviétique tel qu'il a été amendé et tel que vient d'en donner lecture le Secrétaire.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Le texte de cet amendement remplace-t-il le paragraphe 2 ou est-ce une addition au paragraphe 2?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il s'agit d'une addition au paragraphe 2.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Par 13 voix contre une, le paragraphe 2 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il des observations sur le paragraphe 3?

M. SMOLDEREN (Belgique) : On se souviendra que l'Assemblée territoriale, lorsqu'elle a eu à examiner le Statut, a apporté un certain nombre d'amendements - un nombre même considérable, puisqu'ils portaient sur trente-cinq articles sur un total de quarante-cinq. Le plus important de tous ces amendements visait la dénomination future du Territoire. En effet, les Camerounais avaient estimé que le Territoire devait s'appeler dorénavant "Etat sous tutelle du Cameroun". C'est

là un amendement que l'Autorité administrante n'avait évidemment pas suggéré. Les termes en sont quelque peu curieux. Mais c'est un amendement qui a été voté à l'unanimité par cette Assemblée. Non seulement il a été voté à l'unanimité, mais c'était même, je crois m'en souvenir, la condition sine qua non, pour les Camerounais, à l'acceptation du Statut. Les Camerounais avaient, en votant cet amendement, un but bien précis : ils voulaient marquer que le Statut constituait une étape importante vers la réalisation des objectifs du régime de tutelle. Ce mot "Etat" était déjà lourd de prolongements futurs.

C'est pourquoi, au Comité, certains membres ont pensé qu'il convenait peut-être de modifier la première phrase du paragraphe 3 de la manière suivante :

"Le Conseil félicite l'Autorité administrante d'avoir adopté le nouveau Statut établissant l'Etat sous tutelle du Cameroun. Il estime etc. ...".

Néanmoins, nous n'avons pu obtenir que trois voix sur quatre en ce qui concerne cette modification et, afin de présenter au Conseil un rapport unanime, nous n'avons pas insisté, n'importe quelle délégation pouvant présenter à nouveau cet amendement.

Par conséquent, je le présente, cette fois, de manière formelle. La première phrase du paragraphe 3 serait modifiée de la façon suivante :

"Le Conseil félicite l'Autorité administrante d'avoir adopté le nouveau Statut établissant l'Etat sous tutelle du Cameroun. Il estime etc. ...".

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : On sait que le Statut du Cameroun sous administration française, en tant que Territoire sous tutelle, découle de l'Accord de tutelle et de la Charte. Quelle que soit sa situation interne, son statut international est régi par des clauses qui ne sont pas modifiées. C'est pourquoi nous ne saurions approuver cet amendement. Au contraire, nous voterons contre.

M. BARGUES (France) : Je tiens à apporter quelques précisions aux indications données par le représentant de la Belgique et auxquelles je souscris entièrement.

Il est vrai que le texte initial présenté par le Gouvernement français comportait l'appellation de "Territoire sous tutelle". C'est à la demande expresse

des membres de l'Assemblée territoriale que ces termes ont été modifiés et que le Territoire s'appelle aujourd'hui "Etat sous tutelle".

Il est exact également que l'unanimité même de l'Assemblée, qui a voté en faveur de cet amendement, en avait fait une condition sine qua non à l'adoption du Statut par elle et par les organismes locaux.

Il est donc incontestable qu'en donnant ce titre au Cameroun, les membres de l'Assemblée territoriale ont voulu affirmer, une fois de plus, l'individualité du Territoire et marquer, comme l'a indiqué le représentant de la Belgique, que ce Territoire venait de franchir une étape vers les fins du régime de tutelle.

Je répondrai au représentant de l'Inde que l'appellation d'Etat n'a pas pour effet de modifier, en quoi que ce soit, le statut international du Territoire. Le Territoire reste sous tutelle, et c'est tellement vrai que la nouvelle appellation précise que l'Etat du Cameroun est un Etat sous tutelle.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation demande que les mots "qu'un degré élevé d'autonomie interne est accordé au Territoire", figurant à la sixième ligne du paragraphe 3, soient mis aux voix séparément. Ma délégation votera contre ce membre de phrase.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais d'abord mettre aux voix l'amendement belge, qui consiste à insérer après les mots "le nouveau statut", à la deuxième ligne, les mots "établissant l'Etat du Cameroun sous tutelle", à supprimer le mot "et" et à mettre un point après les mots qui viennent d'être insérés. La phrase suivante commencerait ainsi : "Il estime que celui-ci marque une étape importante ..."

M. DORSINVILLE (Haïti) : Le représentant de la Belgique a souligné qu'au Comité de rédaction trois membres s'étaient prononcés en faveur du projet d'amendement qu'il vient de soumettre. En effet, ma délégation n'avait pas fait d'objection à l'adoption de cet amendement au Comité de rédaction. Toutefois, nous venons d'entendre à nouveau une objection de la part du représentant de l'Inde. Je me demande si, en mettant les mots "Etat sous tutelle" entre guillemets, nous ne permettrions pas à la délégation de l'Inde - et peut-être à d'autres délégations - d'accepter cet amendement. C'est donc un amendement à l'amendement du représentant de la Belgique que je propose.

M. SMOLDRE (Belgique) : Je ne vois pas d'objection à ajouter des guillemets. Il s'agit d'une expression trouvée par les Camerounais. Nous pouvons la laisser intégralement entre guillemets pour nous référer ainsi au texte même du statut.

Je voudrais encore attirer l'attention du Conseil sur ce qui vient après le point : "Il estime que celui-ci ...". Il conviendrait de remplacer "celui-ci" par "le statut", l'emploi de "celui-ci" prêtant à confusion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le représentant de la Belgique a accepté l'amendement du représentant d'Haïti, qui consiste à mettre les mots "l'Etat sous tutelle du Cameroun" entre guillemets. Ceci étant entendu, je vais mettre l'amendement belge aux voix.

Par 9 voix contre une, avec 4 abstentions, l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois également comprendre que le Conseil n'a pas d'objection à ce que la deuxième phrase du paragraphe 3 commence par les mots : "Il estime que le statut marque ...", et que le vote auquel nous venons de procéder a tenu compte de cette suggestion.

Je vais maintenant mettre aux voix, comme l'a proposé le représentant de la Syrie, le membre de phrase "qu'un degré élevé d'autonomie interne est accordé au Territoire".

Par 11 voix contre 2, avec une abstention, le membre de phrase est adopté.

Par 9 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le paragraphe 3, ainsi amendé, est adopté.

M. IOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique s'est abstenue de voter parce que ce paragraphe exprime une opinion nette concernant le nouveau statut alors que la délégation de l'Union soviétique, ainsi que d'autres délégations, estiment que le Conseil n'est pas encore en mesure d'étudier et de discuter ce document de façon suffisante. Elle considère que cette discussion doit avoir lieu à l'Assemblée générale. La délégation soviétique désire faire cette réserve jusqu'au moment où l'on procédera à l'étude du statut. C'est pour cette raison que ma délégation s'est abstenue de voter.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 4. Y a-t-il des observations ?

M. IOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique s'abstiendra de voter sur ce point, car ce paragraphe indique "qu'au cours de la campagne électorale, toutes les opinions se sont exprimées", alors que l'on sait que cette campagne électorale a été menée dans des conditions telles qu'il a été difficile ou impossible, pour une partie considérable de la population, d'y participer. Dans certaines régions, les élections n'ont pas eu lieu car elles ont été boycottées par la totalité de la population de ces régions. Pour cette raison, nous ne pouvons pas voter en faveur de ce paragraphe. Nous ne pourrions le faire que si la référence au fait que toutes les opinions se sont exprimées était supprimée.

LC/OM

T/PV.792
- 33/35 -

Par 12 voix contre zero, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Par 12 voix contre zero, avec 2 abstentions, le paragraphe 5 est adopté.

A l'unanimité, le paragraphe 6 est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 7 est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques (interprétation du russe) : Je demande un vote séparé sur la première phrase du paragraphe 8.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, la première phrase du paragraphe 8 est adoptée.

Par 12 voix contre une, avec une abstention, le reste du paragraphe 8 est adopté.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 8 est adopté dans son ensemble.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 9 est adopté.

A l'unanimité, le paragraphe 10 est adopté.

M. MUFTI (Syrie) : Au paragraphe 11, huitième ligne, ma délégation propose de remplacer les mots : "pourrait être amenée" par le mot "devrait". Le membre de phrase se lirait donc ainsi : "... que l'Autorité administrante devrait être amenée à prendre...".

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : En anglais, le mot "should", par lequel on a traduit le mot "devrait", serait assez curieux dans le contexte. Je ne sais pas s'il y a une nuance quelconque entre les deux langues à cet égard; mais je pense qu'en anglais, il serait préférable d'employer le mot "may".

M. MUFTI (Syrie) : L'amendement syrien a été proposé au texte français. Il appartiendrait au Secrétariat d'en faire la traduction appropriée. En principe, ma délégation ne croit pas que le mot "may" corresponde au mot "devrait"; nous pensons que le mot "should" est préférable.

M. BARGUES (France) : Si le Conseil estime que l'Autorité administrante doit prendre certaines mesures, il doit indiquer quelles sont ces mesures. Or elles ne sont pas indiquées. Le Comité de rédaction, qui nous propose ce texte, a envisagé l'hypothèse selon laquelle l'Autorité administrante, compte tenu de la situation actuelle et des circonstances du moment, pourrait être amenée à prendre

certaines mesures qui ne sont pas indiquées. On laisse à l'Administration, ce qui est parfaitement normal, la facilité de choisir les mesures qui lui paraîtront les plus opportunes, de sorte que l'expression employée par le texte que nous avons sous les yeux : "l'Autorité administrante pourrait être amenée" est la seule qui corresponde vraiment à la réalité. S'il est dit : "ainsi que d'autres dispositions que l'Autorité administrante devrait prendre", on ne voit pas de quelles dispositions il s'agit. Le texte ne dit pas que le Conseil suggère à l'Autorité administrante d'adopter telle ou telle mesure, de prendre telle ou telle disposition. Dans ces conditions, je ne pense pas que la substitution proposée par le représentant de la Syrie soit opportune et je ne lui apporterai pas mon vote favorable.

M. MUFTI (Syrie) : Je regrette de déclarer que l'intervention du représentant de la France est tout à fait étrangère à l'amendement syrien. En effet, nous savons de quelles mesures il s'agit car le Conseil aimerait que la participation des Africains au commerce et à l'industrie soit pleinement assurée. Nous savons très bien de quoi il s'agit. Le Conseil n'a pas à entrer dans le détail des mesures. Par conséquent, l'objection faite à l'amendement syrien ne tient pas.

M. BARGUES (France) : Le représentant de la Syrie est heureux de savoir de quoi il s'agit; moi, je l'ignore et je regrette que le représentant de la Syrie n'ait pas jugé opportun, au cours de notre débat, de faire connaître ses idées au Conseil.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement syrien est rejeté.

Par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le paragraphe 11 est adopté.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 12 est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique votera contre le paragraphe 13 car elle estime que, en ce qui concerne les Territoires sous tutelle, aucun engagement ne devrait être pris sans consultation avec les Nations Unies et les habitants du Territoire.

Par 3 voix contre une, avec 9 abstentions, le paragraphe 13 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 14 est adopté.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 15 est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 16 est adopté.

Le paragraphe 17 est adopté à l'unanimité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 18 est adopté.

Les paragraphes 19 et 20 sont adoptés à l'unanimité.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 21 est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation désire que la deuxième phrase du paragraphe 22 soit mise aux voix séparément.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets donc aux voix la deuxième phrase du paragraphe 22, commençant par les mots : "Le Conseil recommande à l'Autorité administrante..."

Par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions, la phrase est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix le début du paragraphe 22, jusqu'aux mots : "... pour se procurer du matériel de construction dans des conditions avantageuses."

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la phrase est adoptée.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 22 est adopté.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 23 est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 23 car celui-ci approuve explicitement des mesures que ma délégation considère comme insuffisantes. En effet, ainsi que l'a montré le rapport annuel de l'Autorité administrante, aucune action énergique n'a été entreprise pour combattre l'alcoolisme dans le Territoire.

M. MUTTI (Syrie) : Ma délégation désire que la dernière phrase du paragraphe 24 fasse l'objet d'un vote séparé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la dernière phrase du paragraphe 24, commençant par les mots : "Il exprime l'espoir ...".

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, la phrase est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix la première phrase du paragraphe 24, jusqu'aux mots "... contre le plan et le paludisme".

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la phrase est adoptée.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 24 est adopté.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 25 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 26 est adopté.

Les paragraphes 27 et 28 sont adoptés à l'unanimité.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Permettez-moi, maintenant que tout les paragraphes ont été mis aux voix, d'indiquer les raisons pour lesquelles ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 11. Nous nous sommes abstenus car nous avons quelques doutes en ce qui concerne l'exactitude de la formule "la participation des Africains au commerce et à l'industrie ... est encore relativement restreinte". Cette formule a été contestée à plusieurs reprises par le Représentant spécial, compte tenu surtout de la situation existant actuellement en Afrique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire maintenant l'attention du Conseil sur le paragraphe 6 du rapport qui contient une recommandation. Le Comité recommande en effet au Conseil de tutelle "d'adopter le document de travail sur la situation au Cameroun sous administration française (T/L.736 et Add.2) comme texte de base pour l'élaboration du chapitre relatif à ce Territoire". Je vais mettre cette recommandation aux voix.

Par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la recommandation est adoptée.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je demande qu'il soit indiqué dans le compte rendu que je n'ai pas participé au vote sur cette section.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire maintenant l'attention du Conseil sur le paragraphe 7 du rapport (T/L.763, page 2), dans lequel le Comité de rédaction recommande au Conseil de tutelle d'adopter la section distincte figurant à l'annexe II de ce rapport et de l'ajouter à la fin du chapitre.

M. MUFTI (Syrie) : La délégation de la Syrie propose de remplacer le mot "suggestions" - dernier mot du texte figurant à l'annexe II du rapport (T/L.763) - par le mot "mesures". En effet, à la sixième ligne de l'annexe II, le Conseil "estime que de nouvelles mesures visant au développement...". L'amendement que ma délégation propose en ce moment a pour but de conserver la logique du texte.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En fait, le projet de rapport soumis par le Comité de rédaction ne comprend aucune réponse à la question posée au Conseil par l'Assemblée générale, au sujet de la fixation de délais pour l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance. La résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale obligeant le Conseil de tutelle à présenter un rapport contenant une réponse à cette question, la délégation soviétique voudrait demander au Conseil d'adopter le texte suivant :

"Le Conseil note que l'Autorité administrante n'a pas fourni de renseignements sur la mise en oeuvre de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, qui recommandait à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour assurer, à une date rapprochée, l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, et qui invitait l'Autorité administrante à évaluer le laps de temps nécessaire pour l'accomplissement de cette tâche et à présenter au Conseil de tutelle, à sa dix-neuvième session, tous renseignements utiles sur l'application de ladite résolution.

Le Conseil appelle l'attention de l'Assemblée générale sur cette situation.

En outre, conformément à la responsabilité qui lui incombe et aux dispositions de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'accession du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française à l'indépendance ou à l'autonomie dans un délai ne dépassant pas trois ans."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil viennent de recevoir des traductions provisoires en français et en anglais de l'amendement soviétique; il s'agit d'un texte qui viendrait se substituer à celui de l'annexe II du rapport du Comité de rédaction. Je voudrais savoir si les membres du Conseil sont prêts à voter sur l'amendement soviétique.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous venons seulement de recevoir cette traduction provisoire d'un amendement; nous devons avoir le temps au moins de la lire, afin de pouvoir demander des précisions à l'auteur; je désirerais que ce texte ne soit pas mis aux voix immédiatement.

M. SEARS (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Il me semble que le représentant de l'Inde pourrait admettre, afin que nous avançons rapidement dans notre travail, qu'il n'est pas nécessaire de disposer de beaucoup de temps pour étudier cette proposition avant de voter et que nous pouvons passer dès maintenant à ce vote.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'ai seulement entendu l'interprétation des paroles du représentant de l'Union soviétique; je dois avoir le temps de lire et de comprendre la traduction provisoire qui vient de nous être communiquée.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation est dans la même situation que la délégation de l'Inde; elle ne peut voter sur un texte qui a été distribué à l'instant même.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suis sûr que ce n'est pas l'intention du représentant des Etats-Unis d'empêcher les membres du Conseil d'étudier le texte de l'amendement soviétique. Afin qu'ils puissent le faire, nous allons suspendre cette séance pour une durée d'environ dix minutes.

La séance, suspendue à midi 10, est reprise à midi 20.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole au représentant de l'Inde, je tiens à indiquer que j'ai probablement mal compris le représentant de l'Union soviétique. Le texte qu'il a proposé, qui a été distribué et qui, je l'espère, a été examiné par les membres du Conseil, est un amendement supplémentaire; il ne tend pas à remplacer l'Annexe II.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette explication. C'est bien ainsi que j'avais compris cet amendement. Il est clair qu'il s'agit de délai final, alors que le texte, dans le rapport du Comité, fait surtout état de dates intermédiaires. Le sujet de ces deux sections étant différent, je suggère que l'on mette d'abord aux voix la section relative aux étapes et délais intermédiaires, puis que l'on passe aux propositions soviétiques.

M. MUFTI (Syrie) : Vous venez de dire, Monsieur le Président, que vous considérez la proposition soviétique comme une adjonction au projet proposé. Il s'agit, par conséquent, d'un amendement, lequel devrait faire l'objet d'un vote en premier lieu, avant de voter sur le texte proposé.

Je tiens à souligner également que l'interprétation qui a été donnée du texte soviétique est tout à fait conforme à la réalité, étant donné que ce texte part d'une prémisse tout à fait différente de celle qui figure dans le texte du Comité. Le texte soviétique part de la résolution de l'Assemblée générale, alors que le texte proposé par le Comité part de la recommandation du Conseil de tutelle. Il y a là, par conséquent, deux textes qui peuvent parfaitement se compléter.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Avant que nous passions au vote, je voudrais renouveler, ici, les réserves que j'ai déjà faites au Comité et qui figurent au paragraphe 7 du rapport du Comité. Bien entendu, ma délégation a été étrangère à la rédaction du texte qui figure à l'Annexe II.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La question me semble claire. Peut-être mon intervention est-elle même inutile. Nous avons un règlement intérieur. Pourquoi le violer? Notre amendement vient s'ajouter au texte. Ce qu'a dit le représentant de la Syrie est tout à fait raisonnable et fondé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour ma part, je n'ai aucune objection à mettre tout d'abord aux voix l'amendement soviétique. C'est, en effet, un amendement au texte. S'il n'y a pas d'observations, nous suivrons cette procédure.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait demander que les deux premiers paragraphes du texte soviétique fassent l'objet d'un vote séparé, c'est-à-dire depuis les mots "Le Conseil note que l'Autorité administrante" jusqu'aux mots "Le Conseil appelle l'attention de l'Assemblée générale sur cette situation". Cette demande est justifiée par le fait que ce passage se rapporte à des faits mais n'en tire aucune conclusion. L'attention du Conseil est simplement attirée sur des faits.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix les deux premiers paragraphes de l'amendement soviétique.

Il est procédé au vote sur les deux premiers paragraphes de l'amendement soviétique.

Il y a partage égal des voix : 6 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions.

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, après une courte suspension de séance, il est procédé à un second vote.

Il y a 6 voix pour, 6 voix contre, et 2 abstentions. Les deux premiers paragraphes de l'amendement soviétique ne sont pas adoptés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le troisième paragraphe de l'amendement soviétique.

Par 6 voix contre 2, avec 6 abstentions, le troisième paragraphe est rejeté.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Conformément à l'attitude de ma délégation, je n'ai pas voté sur la deuxième partie de cet amendement. Si l'amendement avait été mis aux voix dans son ensemble, j'aurais voté contre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La délégation syrienne a présenté un amendement tendant à remplacer le mot "suggestions" par le mot "mesures".

M. DORSINVILLE (Haïti) : Je suis prêt à appuyer l'amendement proposé par le représentant de la Syrie, qui a pour objet de remplacer le dernier mot du paragraphe, "suggestions", par "mesures". Je crois, en effet, que c'est par inadvertance que le mot "suggestions" figure encore dans le texte, car, au Comité, l'attention avait été attirée sur la nécessité de changer ce terme qui ne correspondait pas au texte même du paragraphe. En fait, il s'agit bien de mesures.

M. MUFTI (Syrie) : Je ne pense pas que cet amendement, qui est plutôt une modification de rédaction, doive être mis aux voix. Il ne me paraît pas nécessaire de perdre du temps à cet égard.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Comme le représentant de la Syrie, je pense qu'il ne s'agit pas vraiment d'un amendement.

Le FRESDIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objection, le mot "suggestions" sera donc remplacé par le mot "mesures".

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'Annexe II, telle qu'amendée.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'Annexe II, telle qu'amendée, est adoptée.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer le vote de ma délégation sur l'amendement soviétique, en particulier sur le dernier paragraphe de cet amendement. Nous nous sommes abstenus et notre explication est la même que celle que nous avons donnée en ce qui concerne une proposition semblable faite dans le cas du Cameroun sous administration britannique. Le Cameroun sous administration française, de même que le Cameroun sous administration britannique, est maintenant bien engagé sur la voie de l'indépendance et l'avenir de l'idée de l'évolution selon des délais établis à l'avance réside davantage dans le Territoire que dans les Nations Unies.

ADOPTION DU CHAPITRE RELATIF A LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU RUANDA-URUNDI (T/L.735 et Add.1, L.758, L.759, L.760) [Point 3 a) de l'ordre du jour] (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A sa 789ème séance, le Conseil a adopté le document de travail relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi (T/L.735 et Add.1) en tant que texte de base pour le chapitre sur ce Territoire. Le Conseil a également adopté un certain nombre de conclusions et de recommandations proposées par le Comité de rédaction et une partie séparée proposée par l'Inde pour insertion dans ce chapitre.

Le Conseil doit maintenant décider si les observations individuelles, telles qu'elles sont résumées dans le document T/L.760, devront également être incorporées dans le chapitre sur le Ruanda-Urundi. C'est sur ce point que le Conseil doit se prononcer.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation ne dispose que du texte anglais du document T/L.760. Or elle voudrait contrôler la rédaction du texte français qui n'a pas encore été distribué. Elle ne peut, par conséquent, se prononcer sur ce texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crains que le texte français ne puisse être distribué aujourd'hui. Il s'agit des observations individuelles des délégations et si celles-ci désirent plus tard y apporter des rectifications, elles auront toute latitude de le faire.

M. MUFTI (Syrie) : En formulant cette objection, j'avais à l'esprit la remarque suivante. A la page 25 du texte anglais du document T/L.760, dans la partie relative à l'enseignement, on peut lire, dans le paragraphe consacré à l'intervention du représentant de la Syrie : "the rate of wastage was high". Ce que je traduirai par : "le déchet scolaire est élevé". Or ma délégation n'a pas employé cette expression lors de la discussion générale; elle voudrait, par conséquent, rectifier le texte français dans le cas où il comporterait l'expression "déchet scolaire". Si le Secrétariat est en mesure de nous fournir des renseignements sur l'expression qui figure dans le texte français, ma délégation sera satisfaite et elle pourra se prononcer sur ce texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que cela pourra être réglé facilement par le Secrétariat.

Je mets aux voix la proposition tendant à inclure ces observations dans le rapport.

Par 7 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la proposition est adoptée.

M. BARGUES (France) : Ma délégation, en l'absence du texte français, n'a pas été en mesure de participer au vote.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà exprimé mon sentiment à cet égard. Le Secrétariat a essayé de faire tout ce qu'il lui était possible et je suis certain que les membres du Conseil savent quelle tâche considérable incombe au Secrétariat. J'espère que les membres du Conseil comprendront les difficultés du Secrétariat, comme le Secrétariat comprend celles du Conseil.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Dans le rapport du Comité de rédaction sur le Cameroun sous administration française, nous avons approuvé la recommandation 13 qui porte sur le marché commun européen. Cette recommandation est liée non seulement au Territoire du Cameroun sous administration française, mais encore au Territoire du Ruanda-Urundi sous administration belge et au Territoire du Togo sous administration française. Il ne serait pas juste de l'approuver pour un Territoire et non pour les autres. Par conséquent, ma proposition consiste à inclure une recommandation analogue à celle que nous avons approuvée pour le Territoire du Cameroun sous administration française, dans les rapports sur le Territoire du Togo sous administration française et sur le Territoire du Ruanda-Urundi sous administration belge.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Guatemala fait-il une proposition formelle à l'heure actuelle.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Oui

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : La proposition qui vient d'être faite par le représentant du Guatemala soulève une question de principe assez importante sur laquelle, aux yeux de ma délégation, il est nécessaire que le Président apporte certains éclaircissements. Le Président pourrait-il informer le Conseil de l'état de nos travaux en ce qui concerne le Territoire du Togo sous administration française ? Le Conseil est-il toujours saisi de cette question ? En ce qui concerne le Territoire du Ruanda-Urundi sous administration belge, je pense que nous étions sur le point de procéder au vote, mais cette question appelle peut-être aussi certains éclaircissements. S'il en est ainsi, le Conseil est encore saisi de la question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais d'abord répondre à la deuxième question. J'allais procéder au vote sur ce que nous avons décidé -c'est-à-dire d'insérer ces observations -, et voter sur l'ensemble de la question une seconde fois. Votre façon de voir est correcte. J'allais en effet procéder à ce vote.

En ce qui concerne la première question, le Conseil n'est pas saisi, à l'heure actuelle, de la question concernant le Territoire du Togo sous administration française. Il appartient naturellement au Conseil de décider s'il veut rouvrir le débat. Je m'en remets au Conseil à cet égard.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je suis reconnaissant au Président des éclaircissements qu'il a bien voulu me donner. Je pense en effet qu'il est maintenant établi qu'une proposition portant sur le Territoire du Ruanda-Urundi pourrait être considérée comme recevable, sans autre décision de la part du Conseil. Toutefois, j'interprète les remarques du Président sur le Territoire du Togo sous administration française comme signifiant que la discussion de cette question est close et qu'il serait nécessaire que le Conseil décide de rouvrir cette question, s'il veut donner suite à la proposition formelle qui vient d'être faite par le représentant du Guatemala.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation appuie la proposition du représentant du Guatemala. Selon nous, nous ne pouvons considérer que cette question est close. Vous savez que, en fin de compte, nous aurons à adopter le rapport du Conseil à l'Assemblée générale. Par conséquent, dans une certaine mesure, on peut à l'heure actuelle ou entre-temps proposer des amendements dans le sens de celui qui vient d'être suggéré par le représentant du Guatemala. Je ne pense pas qu'une telle procédure soit contraire à notre règlement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Président n'a pas déclaré qu'un amendement de ce genre était irrecevable et il espère qu'il n'aura jamais à le faire. Je pense que ce qu'a dit le représentant de l'Inde est exact. Afin de pouvoir clore aujourd'hui notre session, terminons toutefois l'étude de la question dont nous sommes saisis, et, lorsque nous en viendrons à l'adoption du rapport à l'Assemblée générale, je consulterai le Conseil sur ce point.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je n'ai qu'une observation à ajouter à ce qu'a dit le représentant de l'Inde. J'avais demandé la parole au moment où nous terminions l'examen du document sur le Territoire du Cameroun sous administration française, lorsque le Président commença d'expliquer le document relatif au Territoire du Ruanda-Urundi - et, afin de ne pas interrompre l'exposé du Président, j'ai indiqué au Secrétariat que je demanderais la parole au moment où le Président aurait terminé. En conséquence, je voudrais indiquer que je ne pouvais faire cette proposition avant que la discussion sur le Territoire du Cameroun sous administration française ne soit finie, parce que c'est à ce moment-là seulement qu'apparaîtrait un désaccord entre ce qui se trouve dans le premier document et les deux autres. Je n'aurais donc pas pu faire cette déclaration auparavant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai déjà dit, si nous en terminons avec la question dont nous nous occupons à l'heure actuelle - la question du Ruanda-Urundi - à une séance ultérieure, cet après-midi vraisemblablement, nous passerons à l'autre sujet. J'espère que ceci convient aux membres du Conseil.

Peut-être n'avais-je pas compris l'avis qu'on me donnait. Le Secrétaire du Conseil me dit qu'il en sera fait ainsi à une séance ultérieure, mais non cet après-midi.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je ne crois pas avoir compris la procédure que nous allons suivre. La question sera-t-elle réglée à notre prochaine séance ou à notre prochaine session ?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Voulez-vous donner à votre Président le temps d'étudier cette question ? Il s'agit d'un point important, sur lequel je parlerai vraisemblablement cet après-midi. Je propose que nous terminions l'étude de la question qui nous occupe à présent et je vous demande de m'accorder jusqu'à cet après-midi pour vous répondre.

M. MUFTI (Syrie) : De l'avis de ma délégation, rien n'empêche que le Conseil examine la proposition faite par le représentant du Guatemala cet après-midi, car ces questions figurent à notre ordre du jour pour la séance du matin et celle de l'après-midi.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est au Secrétaire du Conseil.

M. WIESCHHOFF (Secrétaire) (interprétation de l'anglais) : La question soulevée dans la recommandation qui vient d'être faite par le représentant du Guatemala est la suivante : le Conseil peut, au cours de sa session actuelle, traiter seulement de l'adoption finale de son rapport à l'Assemblée générale en ce qui concerne le Territoire du Ruanda-Urundi, pour la simple raison que ce n'est qu'au cours de la séance de ce matin que le Conseil a adopté les recommandations générales portant sur le Territoire du Cameroun sous administration française et sur le Territoire du Togo sous administration française. Les observations individuelles n'ont pas encore été examinées par les membres du Conseil.

M. Wieschhoff (Secrétaire)

Les observations individuelles n'ont pas encore été examinées par les membres du Conseil. Les documents qui les contiennent ont été distribués par le Secrétariat et nous pensons que les membres du Conseil retourneront ces observations d'ici un jour ou deux. C'est seulement lorsque les observations individuelles reviendront devant le Conseil que nous serons en mesure de préparer les documents définitifs à cet égard et ces documents, à une séance ultérieure du Conseil, pourront être mis aux voix pour insertion dans les chapitres traitant des Territoires respectifs. En d'autres termes, au cours de la vingtième session, les deux rapports sur lesquels les recommandations et l'exposé des conditions ont été adoptés ce matin reviendront devant le Conseil; mais, à moins que le Conseil n'en décide autrement, ils ne figureront pas à l'ordre du jour séparément; ils y apparaîtront plutôt sous la rubrique : "Adoption du rapport du Conseil à l'Assemblée générale".

Par conséquent, ces deux rapports reviendront devant le Conseil dans la première partie de la prochaine session, la vingtième, uniquement pour le vote relatif à l'insertion des observations individuelles et l'adoption du rapport dans son ensemble. Cela ne peut être fait cet après-midi. Peut-être serait-il possible de faire vendredi, si le Conseil tient à prendre cette décision au cours de la présente session. Cependant, il ne semble pas que ce soit particulièrement nécessaire. En effet, normalement, l'adoption du rapport prend très peu de temps et le Conseil pourra y procéder aisément au cours de la semaine prochaine.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil ont entendu l'explication donnée par le Secrétaire. Pour ma part, je ne suis pas en mesure de prendre une décision; il appartient au Conseil lui-même de se prononcer.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : A bien des égards, je crois que l'explication du Secrétaire est exacte. Toutefois, ce qu'il a dit n'empêche pas de présenter une proposition telle que celle que j'ai soumise au Conseil. En d'autres termes, le fait que la question puisse être reprise lorsque le Conseil, à sa vingtième session, discutera son rapport à l'Assemblée générale ne nous empêche pas de la discuter dès maintenant. C'est là une question de logique. Une recommandation applicable à trois Territoires ne peut pas être introduite dans l'un d'eux seulement. Je crois que nous pouvons prendre une décision maintenant. Nous sommes encore saisis des trois points; nous n'avons pas terminé le débat sur ces trois points.

M. DORSINVILLE (Haïti) : J'ai suivi cette discussion pour essayer de me faire une idée exacte de la situation. En fait, il me semble qu'il s'agit de deux questions absolument différentes. Il y a tout d'abord la proposition de notre collègue du Guatemala tendant à ce que, pour deux Territoires, le Conseil adopte une recommandation à peu près similaire à celle qui est contenue dans le rapport relatif au Cameroun sous administration française et portant sur la question du marché commun. Puis il y a une autre question : l'adoption du document contenant les observations individuelles. Il me semble que, sur ce dernier point, il n'y a guère eu de difficultés dans le passé. En principe, le Conseil accepte que les observations individuelles soient contenues dans le rapport, même si l'un ou l'autre de ses membres désire apporter des amendements au texte proposé.

La seule question qui me semble importante est celle qu'a soulevée le représentant du Guatemala. Si vous vouliez bien, Monsieur le Président, séparer ces deux questions, nous pourrions aller plus vite. En effet, en ce moment, il me semble que nous mélangeons les deux questions sans pouvoir arriver à une décision sur l'une ou sur l'autre.

Pour ma part, je suis prêt à accepter que les observations individuelles d'Haïti soient adoptées par le Conseil, de même que les autres, quitte à apporter certains amendements que nous pourrions juger nécessaires. C'est là une question de pure routine. Quant à l'autre point, il est important; il me semble que c'est le seul qui mérite réellement une considération spéciale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais que nous en terminions avec le point qui est actuellement en discussion; nous pourrions revenir cet après-midi sur l'autre question.

Je mets aux voix le chapitre sur le Ruanda-Urundi dans son ensemble, c'est-à-dire ce que nous avons adopté il y a quelques instants plus les recommandations et conclusions qui ont été adoptées à une séance précédente.

Par 6 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le chapitre est adopté.

La séance est levée à 13 heures.